Nations Unies E/CN.6/2019/NGO/89

Conseil économique et social

Distr. générale
26 novembre 2018
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme
Soixante-troisième session
11-22 mars 2019
Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Mothers Pride and Development Initiative, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

Merci de recycler

Déclaration

Réduire les inégalités de genre et renforcer l'autonomisation des femmes pour le développement au Nigéria et partout dans le monde

C'est peu de dire que la participation des femmes dans les initiatives de développement n'a rien d'encourageant et que leur autonomisation, leur santé et leur qualité de vie n'est pas toujours garantie dans une société dominée par les hommes telle que celle du Nigéria.

Au Nigéria, les femmes sont généralement considérées comme de simples infidèles et des citoyennes de seconde classe, et l'on estime que leur place est dans la cuisine. Cette tendance donne une image totalement fausse des femmes tant à l'échelle de la famille que de la société.

Il y a quelques dizaines d'années, les femmes politiques africaines n'étaient jugées que sur leur apparence et non sur ce qu'elles avaient à dire, mais aujourd'hui, les choses ont changé. Les femmes africaines qui ont accédé au pouvoir politique savent exactement quoi en faire. Les femmes nigérianes ont persévéré et sont parvenues au même niveau politique que les hommes. La plupart des dirigeants masculins sont associés à des affaires de corruption et de fraude, tandis que les femmes politiques ne se résument pas à leur apparence et progressent, pour certaines, dans la politique et dans les institutions financières, où elles s'emploient à promouvoir les droits des femmes et des jeunes. Les femmes ont ainsi joué un rôle de premier plan dans la campagne #BRINGBACKOURGIRLS# ou encore dans les efforts visant à redonner sa noblesse et son intégrité à l'Agence nationale pour l'administration et le contrôle des aliments et des produits pharmaceutiques en éliminant les médicaments de contrefaçon et les aliments dangereux au Nigéria.

En substance, les inégalités de genre sont le processus selon lequel les ressources sont réparties entre les hommes et les femmes d'une manière favorisant les uns au détriment des autres, ce qui entraîne des inégalités de revenus au sein de la société. Ces inégalités de revenus entraînent elles-mêmes d'autres inégalités économiques, en particulier dans le domaine du développement du capital humain (éducation et santé).

Au Nigéria, les ressources sont réparties de manière inégale au détriment des femmes en raison de normes et stéréotypes sociaux. Les inégalités de genre que l'on constate au sein de la société dans son ensemble et dans tous les secteurs témoignent ainsi des grandes disparités de traitement des femmes et des hommes, qui ont pour conséquences un développement inégal et la féminisation de la pauvreté. On trouvera ci-après quelques-uns des indicateurs des inégalités au Nigéria :

- Niveau de pauvreté : 70 % des citoyens vivent dans la pauvreté, dont 65 % de femmes ;
- Participation des femmes au marché du travail : 76 % des travailleurs de la fonction publique sont des hommes, alors que 24 % sont des femmes ;
- Revenus et pouvoir d'achat : d'après les recherches, les hommes gagnent 1 495 dollars des États-Unis en moyenne tandis que les femmes en gagnent 614 ;
- Participation à la prise de décisions : 94,5 % des députés de l'Assemblée nationale sont des hommes et 5,5 % sont des femmes (soit 469 hommes et seulement 26 femmes), ce qui est assez déséquilibré.

Après avoir analysé les résultats de l'évaluation systématique inclusive de l'égalité des sexes, le contexte écologique et les voix de femmes marginalisées, ainsi que les recommandations de la réunion du groupe d'experts sur la mise en place de sociétés durables et résilientes grâce à la mise en œuvre, en tenant compte de la problématique femmes-hommes, du Programme de développement durable à l'horizon 2030, on peut conclure qu'il s'agit d'un impératif moral et éthique. Si l'on veut garantir un avenir juste et durable, on ne peut pas ignorer les droits, la dignité et les capacités de la moitié de la population mondiale. Pour être efficaces, les mesures politiques de développement durable doivent remédier aux effets disproportionnés des chocs, douleurs et contraintes économiques, sociaux et écologiques sur les femmes et les filles. Les femmes peuvent améliorer la productivité des ressources, la transformation de l'écosystème et l'utilisation durable des ressources naturelles, et créer des systèmes alimentaires et énergétiques et des systèmes de santé et d'approvisionnement en eau à faible émission de carbone. Le fait de ne pas en tirer parti serait une occasion manquée.

À Mothers Pride and Development Initiative, nous croyons qu'il est tout aussi important de vouloir la paix de l'estomac que la paix de la nation, nous donnons un sens à la vie en donnant le sourire aux femmes, aux veuves et aux jeunes grâce à nos programmes d'autonomisation trimestriels et à nos services gratuits d'enseignement et d'alphabétisation des adultes et nous défendons les droits des femmes et les droits à prestations des veuves. Nous impliquons également les femmes dans nos activités d'économie sociale en les invitant à rejoindre différentes coopératives pour encourager leurs bonnes habitudes leur permettre de mesurer leur évolution. Nous aspirons à accélérer le développement de notre société et à apporter un appui significatif aux veuves. « L'autonomisation des femmes, c'est le développement de la nation ». Un meilleur Nigéria, c'est une Afrique forte et une planète plus vivable pour tous.

Il faudrait que les gouvernements nigérian et africains et les gouvernements du monde entier donnent plus d'envergure à leurs mesures d'autonomisation des femmes. Les parties prenantes devraient suivre la mise en œuvre des réformes dans ce domaine pour assurer une répartition équitable des ressources. Tous les acteurs politiques, à tous les niveaux, devraient faire en sorte que la participation des femmes à des rôles de direction augmente, de sorte qu'elle atteigne environ 40 % dans tous les secteurs. Des campagnes de mobilisation et de sensibilisation appropriées sur les droits des femmes doivent être menées dans les zones rurales et urbaines. Il faut donner la parole à toutes les femmes dans tous les domaines et à tous les niveaux, indépendamment de leurs appartenances tribales, traditionnelles et religieuses.